



NON À LA MARCHANDISATION DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ !

En action ce 11 janvier 2022 pour défendre l'hôpital public et un pôle du médicament public

Depuis plus d'un an, nous sommes soumis à de graves restrictions de nos libertés dues à une gestion chaotique de la pandémie COVID 19, jalonnée de discours contradictoires de la part du gouvernement et du ministre des Solidarités et de la Santé.

L'austérité et l'économie ne permettent pas d'anticiper, le système de santé tout entier est à revoir.

Depuis plusieurs années, la CGT avec les salarié.e.s et professionnel.le.s des secteurs de la Santé et de l'Action sociale dénoncent le manque de moyens financiers et humains alloués à notre système de santé et de protection sociale. Plus de 100 000 lits ont été supprimés en 20 ans, les précédents gouvernements comme celui actuel sont essentiellement guidés par des logiques comptables et ont réduit les budgets de l'hospitalisation et supprimé des lits ainsi que des emplois pour gérer l'Hôpital comme une entreprise à flux tendu.

Au contraire, pour faire face aux épidémies qui risquent de se multiplier dans le monde et dans notre pays, il faut un hôpital public et un système de santé doté d'un maillage d'établissements de proximité sur tout le territoire avec des capacités d'accueil par habitant.e.s de haut niveau pour toute la population.

Nombre de lits de soins intensifs pour 100 000 habitants	
Allemagne	33,9
France	16,3
Angleterre	10,5
Espagne	9,7
Italie	8,6

Après le manque de masques, le manque de tests, l'obtention de vaccins au compte-goutte, force est de constater que l'anticipation de cette crise sanitaire et sa résorption par notre gouvernement ne sont pas à la hauteur des enjeux et des nécessités.

La France est totalement dépendante des autres pays pour certains matériels de base comme les masques, l'oxygène, certains médicaments et vaccins qui, pour la plupart d'entre eux, ne sont plus produits dans notre pays. Le manque d'investissement et de budgets importants dédiés à la recherche et la non constitution

de stocks préventifs ont eu de fortes incidences dans la gestion catastrophique de la crise sanitaire Covid 19 que nous subissons. Ce constat montre notre double dépendance envers d'autres pays pour des raisons uniquement économiques cherchant des produits « le moins coûtant » et parallèlement tributaires d'entreprises et de laboratoires privés qui obéissent à la loi du marché « du plus offrant ».

Depuis le début de la crise, la CGT dénonce la nécessité de produire et de rouvrir des sites de production dans notre pays pour rompre avec cette inacceptable et dangereuse situation de dépendance qui fragilise notre capacité de prévenir et de répondre en toute sécurité à la bonne qualité des soins de la population française.

Malgré tous ces manquements, les salarié.e.s, hospitaliers et services publics ont dû faire face, au détriment parfois de leur propre santé et vie, et c'est grâce à leur dévouement et à leur professionnalisme, à leur total investissement pour prendre en charge au mieux la population que nous sortirons de la crise. Il est temps qu'on leur donne les moyens supplémentaires qu'elles et ils revendiquent. Le gouvernement doit changer totalement de politique en matière de santé et amorcer une rupture qui mette l'Hôpital public au centre de ses préoccupations et de ses investissements avec une Loi sur le Financement de la Sécurité Sociale qui répondent « aux moyens selon les besoins ».

L'intérêt général, la santé de la population et des salarié.e.s doivent être une richesse et non un coût !

La crise sanitaire, le confinement, ont engendré une crise sociale avec des répercussions sur l'emploi et sur toute l'économie qui vont nous impacter et avoir des conséquences néfastes durant plusieurs années. L'hôpital public et les établissements du sanitaire, du médico-social et social manquent de personnel, ces secteurs d'activités pourraient être un fort vecteur de résorption du chômage. La CGT exige la création immédiate de 400 000 emplois pour améliorer les conditions de travail des salarié.e.s et assurer une meilleure prise en charge des personnes dans ces établissements.

La CGT, avec d'autres organisations, est à l'initiative de la pétition européenne « # Pas de profit sur la pandémie » pour la levée des brevets des vaccins et un pôle du médicament public.

ENSEMBLE, MOBILISÉ.E.S CE 11 JANVIER 2022 pour un système de santé de qualité, accessible et solidaire pour toutes et tous !

